

Conseil national du PCF  
8 février 2008

Philippe Stierlin, Paris

## **Pour l'innovation politique, rassembler sans se renier**

« *Laisser aller le cours des choses, voilà la catastrophe.* »  
Walter Benjamin

- **Un progrès pour la gauche rassemblée est possible à l'occasion de cette campagne pour les élections municipales et cantonales.** Des villes comme Dieppe, Sète, le Havre peuvent ainsi être reconquises. La situation est en revanche plus difficile pour le Conseil général de Seine-Saint-Denis. Le contexte est marqué de difficultés politiques à droite avec une certaine démobilitation de cet électorat. Il ne doit pas masquer le déficit à gauche.
- **Il y a un besoin d'innovation et de créativité politiques dans la société** sur des sujets majeurs : question urbaine, démocratie participative, politiques culturelles, emploi et territoires, coopérations Paris-banlieue, besoins de mobilité et modes de transports, écologie pour tous, ruralité, couplage rural-urbain, remunicipalisation de l'eau... Partout, cette exigence de créativité revêt une acuité particulière.
- **Il y a un double besoin :**
  - ✓ **rassembler à gauche et peser de ce côté là.** Les démarches de division ou d'affaiblissement des projets de gauche pour les villes et les villages ne sont ni pertinentes, ni comprises.
  - ✓ **donner de l'air** à une gauche qui ne soit ni seulement protestataire, ni sociale-libérale.
- **Innovation et rassemblement ne peuvent signifier reniement.** Or des responsables communistes ont accepté, ou envisagent, la participation du PCF à des listes incluant le Modem et/ou à des exécutifs avec cette force politique.
- La direction du PS travaille d'ores et déjà, clairement et concrètement, dans des grandes villes emblématiques à faire alliance dès le 1er tour (Grenoble) ou entre les deux tours (Paris) avec le Modem alors que nous sommes embarqués sur ces listes.
  - ✓ A Grenoble, neuf membres du Modem, dont le patron de l'Isère, Philippe de Longevialle, figurent officiellement sur la liste. Ce dernier a affirmé qu'il existe un accord entre le PS et sa formation et se réjouit de sa place de deuxième groupe sur la liste. Y figurent aussi M. Thiar, fondateur des *Amis de M. Sarkozy* en Isère et M. Betto, ancien adjoint de Carignon... Au sujet de la posture de responsables fédéraux du PCF 38, des camarades de la section de Grenoble parlent de « tollé chez les communistes, les sympathisants et électeurs », de « folie suicidaire », « d'erreur politique et stratégique » comme de « déni de démocratie » dans le Parti. Certain-e-s ont d'ores et déjà démissionné.

- ✓ A Paris, la question est posée. Actuellement élu dans un arrondissement, je suis de ceux qui considèrent :
  - que la politique de la gauche à Paris est en rupture avec les mandatures Chirac-Tibéri,
  - que les innovations sociales et sociétales contenues dans le projet communiste pour Paris souffrent depuis le début d'être emprisonnées dans le carcan de l'hégémonie socialiste et ne sont pas audibles,
  - que nous payons ici et maintenant l'absence d'initiatives dans le champ de la gauche de transformation sociale depuis un an.

A ce jour, Bertrand Delanoë envisage, de l'aveu même d'élus socialistes dont certains sont estomaqués, un accord avec le Modem entre les deux tours. Les arguments donnés par des responsables du PCF 75, sont à géométrie variable et fonction des interlocuteurs. J'ai moi-même tout entendu : (1) "il n'y aura pas d'accord entre B. Delanoë et M. Sarnez"; (2) "s'il y a un accord, il ne remet pas en cause la politique de gauche à Paris"; (3) "le Modem est aussi fréquentable que les Verts". (4) " La plupart des Verts sont de droite" (5) "une élue verte du Conseil de Paris est passée au Modem en cours de mandature, cela ne change donc rien"...

- Sauvegarder des élus et leurs financements à n'importe quel prix politique ne peut être l'alpha et l'oméga de la stratégie du PCF. Or des responsables du PCF se sont refusé depuis le début à examiner et à promouvoir des pistes alternatives, alors qu'elles existent et sont mises en œuvre dans certaines villes (Saint-Denis, Dijon, Cahors...). Il ne s'agit pas de juger ce que décident les communistes dans telle ou telle ville, sous réserve qu'ils puissent prendre ces décisions de manière véritablement démocratique et que la question leur soit ainsi posée. Mais :
  - ✓ l'enjeu est aussi national, avec des rapports de force différents d'un endroit à l'autre : notre résultat dépend aussi de la cohérence, dans le pays, des alliances municipales (cf. les exemples de construction passés type « union de la gauche » ou « gauche plurielle »),
  - ✓ les cas dépassent simplement la participation de telle ou telle personnalité voulant travailler avec des forces de gauche et de transformation sociale,
  - ✓ si toutes les configurations de listes existent, y compris dans chaque département, franchir la ligne jaune des listes à participation PCF incluant le Modem hypothèque la mise en œuvre de politiques de gauche dans ces villes, tourne le dos aux valeurs et à l'idéal communistes, dilue encore plus les projets existants des communistes pour ces villes,
  - ✓ susciter un « **vote non-révolutionnaire au centre-droit** » stérilise toute possibilité d'élargir l'espace de la gauche de transformation sociale, témoigne d'une conception politicienne et boutiquière de la politique, banalise des coalitions comme celles existant en Italie avec le gouvernement Prodi.
- La résolution proposée du CN du 8 février est ambiguë. Ne pas clarifier dans cette instance est un problème consternant, qui par ailleurs nous fait perdre du temps. Il est légitime :
  - ✓ que le CN indique dans une résolution nationale que le « PCF exclut toute participation, d'une manière ou d'une autre, à des listes incluant le

Modem. »

- ✓ *que les communistes puissent localement et démocratiquement, décider de tels choix.*